

Etats Généraux de l'alimentation : meilleure rémunération de l'ensemble des acteurs au bénéfice de la compétitivité économique de la filière.

Le lancement des Etats Généraux de l'Alimentation le 20 juillet 2017 par le Président de la République est un des événements fondateurs de la législation qui s'annonce. Alors que les négociations annuelles dans la grande distribution s'ouvrent dans quelques semaines, il apparaît désormais nécessaire à tous de réformer la filière alimentaire française, fragilisée par 4 années consécutives de déflation liée à la guerre des prix et des promotions à laquelle se livrent quelques enseignes de la distribution.

Pour les filières alimentaires, compétitivité, rentabilité, environnement et qualité pourraient être conciliés, au moyen notamment d'une réorientation importante des politiques économiques. Parmi les principaux enseignements et conclusions des EGA, nous pourrions citer que :

1. La volatilité des marchés et une pression sur les tarifs grève la rentabilité des agriculteurs et des industriels, sans qu'aucune politique publique ou instrument de régulation ne soit réellement efficace à date.

Sur le plan économique, l'enjeu est de reconstruire les filières alimentaires et de donner à chacun la possibilité de vivre de son activité. L'industrie agroalimentaire est certainement l'une des industries qui connaît le plus de difficultés face à ce phénomène de volatilité, car elle est prise en étau entre une augmentation de la volatilité des prix des matières premières agricoles et une décreue des prix à la consommation des produits alimentaires. La guerre des prix-promotions qui s'est instaurée depuis 2008 a également profondément modifié les repères prix du consommateur.

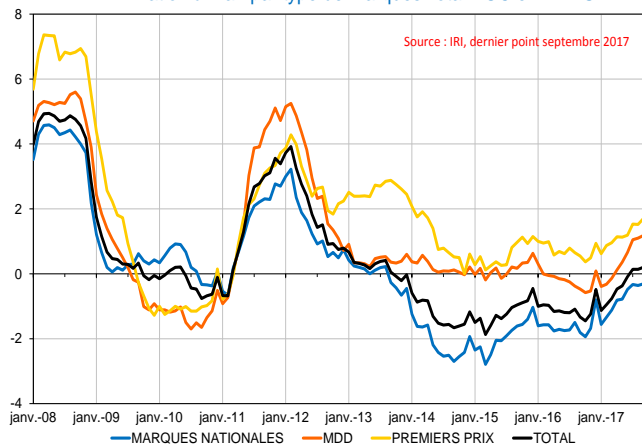
La destruction de valeur, substantielle pour l'ensemble de la filière alimentaire (plus de 3 Md€), n'aboutit qu'à un bénéfice marginal de 30 centimes d'euros par français et par semaine. Pour les transformateurs de l'industrie alimentaire, elle entraîne une destruction de valeur sans précédent : en 40 ans en 2017, le taux de marge atteint son plus bas niveau.

En 10 ans, le taux de marge du secteur agroalimentaire aura perdu 5 points, alors qu'il a gagné 2 points dans le reste de l'industrie manufacturière.

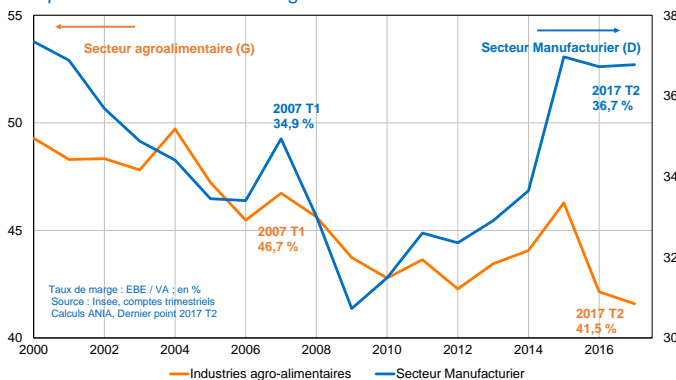
La baisse des marges des IAA s'est notamment cristallisée au cours des deux dernières années (-4,7 points).

Une guerre des prix continue de 2013 à 2017

Inflation à 1 an par type de marques Total PGC en HM+SM



Evolution du taux marge : comparaison entre l'industrie agroalimentaire et le secteur manufacturier



Etats Généraux de l'alimentation : meilleure rémunération de l'ensemble des acteurs au bénéfice de la compétitivité économique de la filière.

2. Une adéquation à renforcer entre l'offre des industriels et la demande des consommateurs

Dans cette équation, les consommateurs attendent de plus en plus des produits qualitatifs qui demeurent multiples et variés (valeur nutritionnelle, santé, naturalité, environnement...). Ils souhaitent en outre pouvoir différencier cette offre de produits à d'autres ne répondant pas à leurs exigences. Cette qualité requiert toutefois des investissements conséquents (adaptations de l'outil de production, *sourcing*, ingrédients, accompagnement des agriculteurs), rendus de plus en plus difficiles par la faible rentabilité des agriculteurs et industriels. Celle-ci demeurant aggravées par des problèmes de compétitivité, devenus structurels et une guerre des prix destructrice de valeur.

3. La création de valeur passe donc par un renforcement des conditions de compétitivité, dans un cadre mondial devenu de plus en plus exigeant et concurrentiel

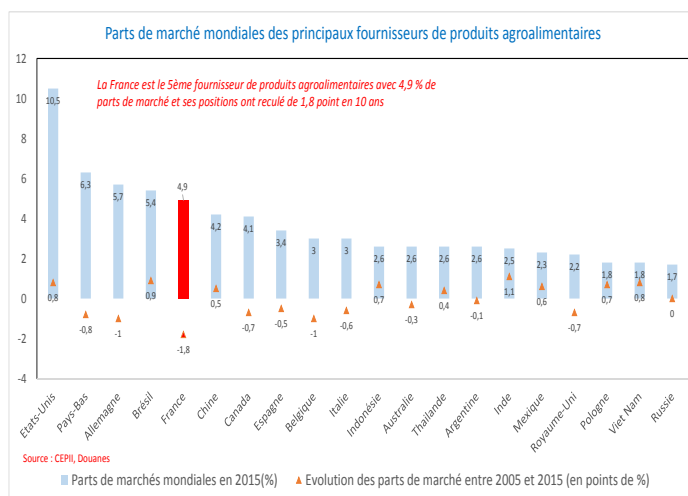
La complexité réglementaire, la fiscalité et le coût du travail sont également souvent mis en avant pour expliciter la perte de marges des acteurs de la filière.

Tout modèle consistant seulement à assurer une redistribution de la valeur condamne la filière et ses acteurs et ouvre le marché aux concurrents européens et internationaux. Il convient donc de prévoir des adaptations pour les produits dont le marché est mondial, sous peine de pénaliser encore plus les entreprises agroalimentaires et les agriculteurs français qui ne peuvent se décrocher en termes de prix de leurs concurrents européens. Cet enjeu demeure absolument crucial pour le secteur agroalimentaire : vis-à-vis de l'Europe le solde commercial de la France a baissé de plus de 6 Md€, soit une baisse de 90% sur 10 ans ! Sur une comparaison mondiale, la France demeure le pays qui a perdu le plus de parts de marché.

L'intervention publique est rendue nécessaire par la difficulté de couvrir l'ensemble des risques inhérents à la production agricole. **Néanmoins, le risque est de maintenir des structures intrinsèquement dépendantes d'un soutien public (les aides représentant pour une exploitation moyenne 84 % du revenu agricole) qui s'épuisera tôt ou tard, tandis que le seul repli sur une agriculture artisanale de niches ou de proximité serait une impasse au niveau national en laissant le marché de « volume » aux importations.**

A l'échelle mondiale, la France reste un des plus grands fournisseurs de produits agroalimentaires, mais ne cesse de perdre du terrain.

La France affiche ainsi le plus fort recul mondial entre 2005 et 2010 en termes de parts de marché (perte de 1,8 points). Elle demeure notamment concurrencée par certains pays émergents (Brésil, Chine) et par d'autres pays d'Europe centrale (Pologne). La perte de parts de marché françaises est notamment prononcée en Europe, le premier débouché français, qui concentre 2/3 des exportations françaises (perte de parts de marché de 2,8 points).



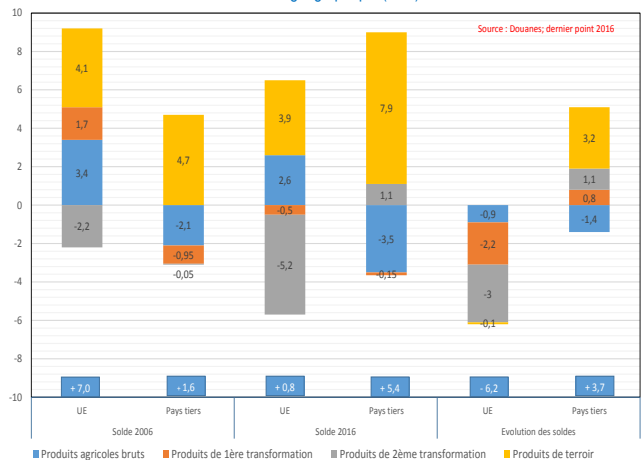
Etats Généraux de l'alimentation : meilleure rémunération de l'ensemble des acteurs au bénéfice de la compétitivité économique de la filière.

L'export doit être un axe de développement prioritaire pour les entreprises agroalimentaires.

Bien positionnée sur les produits de terroir (vins, fromage, spiritueux) et les céréales, la France ne parvient pas à s'imposer dans les produits de 1^{ère} et 2^{ème} transformation où le déficit demeure prégnant (respectivement -0,4 Md€ et -4,4 Md€).

Nettement excédentaire en 2006 (+7 Md€), le solde commercial français vis-à-vis du marché européen s'est sensiblement réduit en 10 ans (+0,8 Md€ en 2016). Soit une baisse de l'ordre de 90% ! Le grand export, notamment s'agissant des produits de terroir, semble être un relais de croissance important. Il ne doit toutefois pas empêcher la reconquête des marchés européens, reposant sur une amélioration de la compétitivité des filières alimentaires.

Soldes agroalimentaires selon le degré de transformation et la zone géographique (Md€)



4. Une nécessité de conduire une modernisation des outils et techniques de production, favorable à une différenciation des produits, que le consommateur réclame.

La modernisation des outils de production agricoles ou agroalimentaires, la restructuration des filières, les investissements destinés à améliorer la performance économique et financière des structures doivent constituer des objectifs prioritaires pour renforcer leur compétitivité et leur résilience.

Compte tenu du déficit d'investissement qui s'est creusé depuis 2008 (-20% s'agissant des budgets d'investissement), en France et en comparaison internationale, l'effort d'investissement doit être particulièrement important pour l'industrie alimentaire. Un déficit de financement de l'ordre de 20 Milliards d'euros existe à date. Un plan d'investissement, axé sur la transformation de la filière serait donc crucial pour cette dernière. Il demeure nécessaire, mais pas complètement suffisant.

Renforcer la compétitivité des filières, dans un cadre mondial qui ne reconnaît pas la réalité des coûts de production tant français qu'européens, demeure le seul et unique levier pour assurer la création de valeur, permettant in fine une meilleure rémunération des agriculteurs et des marges de manœuvre économiques pour tous les maillons de la filière.

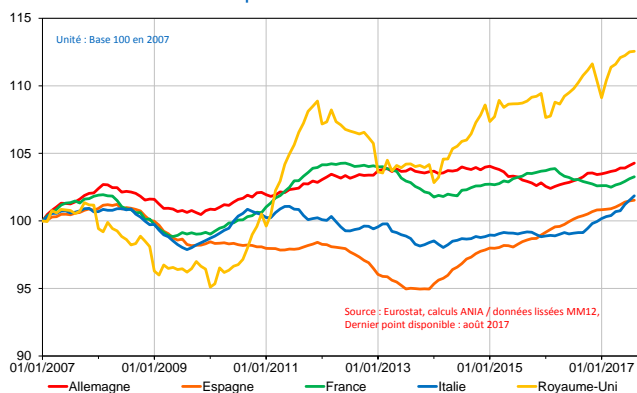
Cette politique doit notamment reposer sur :

- **Une politique fiscale adaptée et lisible** (6 Md€ payés par les IAA chaque d'année au titre de la fiscalité sur accises) ;
- **Un arrêt immédiat de la guerre des prix ;**
- **Un cadre légal qui limite au maximum la surtransposition et la surréglementation de normes européennes ;**

Cette politique doit-être associée à un plan d'appui à l'investissement pour les PME tant au niveau de l'outil industriel que de l'innovation et de l'aide à l'export.

Panorama Europe : inflation et production encore modérées – Décrochage de la production en France par rapport au reste de la zone euro

Evolution de la production dans les IAA en zone euro



La production, mesurée en niveau depuis 10 ans, semble marquer le pas en France relativement aux autres pays Européens.

Si elle a fait preuve de résilience pendant la crise financière de 2008-2009, elle peine depuis à redémarrer. Depuis 2016, la baisse de la production ne s'est observée qu'en France.

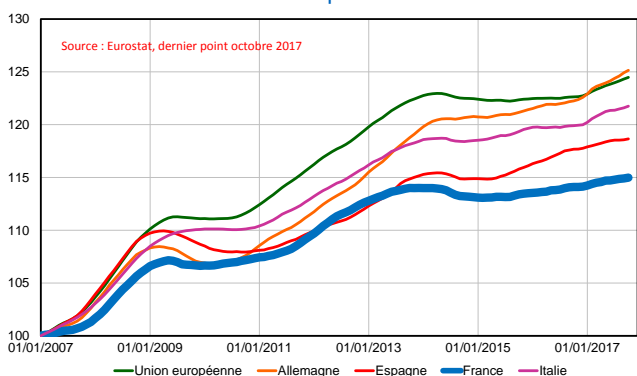
Parmi les autres pays de la zone euro, le Royaume-Uni voit sa production s'accélérer sensiblement. Les conséquences du Brexit semblent transiter par une baisse des importations britanniques de produits agroalimentaires, notamment français.

Les hausses restent plus limitées en Italie, Allemagne et Espagne mais tout de même assez significatives.

Production : évolution dans la zone euro

| | UE 28 | Allemagne | Espagne | France | Italie | Royaume-Uni |
|-------------|-------|-----------|---------|--------|--------|-------------|
| depuis 2007 | 7,8% | 4,3% | 1,5% | 3,3% | 1,9% | 12,6% |
| depuis 2016 | 2,5% | 1,7% | 2,4% | -0,4% | 3,0% | 4,6% |

Evolution des prix à la consommation au sein des produits alimentaires : Comparaison internationale



Au sein de la zone euro, malgré une vive tension sur le prix des intrants (hausse de 180 % du prix des matières premières depuis 2004 en France), la France se distingue des autres pays par une atonie des prix à la consommation des produits agroalimentaires.

L'extrême concentration de la grande distribution en France (4 centrales d'achats représentant 92 % des achats) relativement au marché européen (dans lequel 5 distributeurs contrôlent 43 % à 69 % du marché), constitue un élément d'explication important.

Ainsi, au total, depuis 2013 les prix alimentaires (*produits frais compris et tout circuits de distribution considérés*) n'augmentent que très peu en France (+1,3 % vs 3 % en Allemagne).

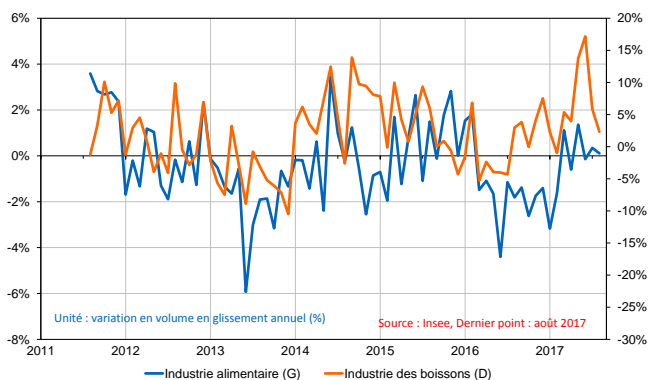
Inflation : évolution dans la zone euro

| | UE 28 | Allemagne | Espagne | France | Italie | Royaume-Uni |
|-------------|-------|-----------|---------|--------|--------|-------------|
| depuis 2007 | 24,5% | 25,1% | 18,6% | 15,0% | 21,8% | 34,5% |
| depuis 2013 | 3,9% | 4,8% | 8,3% | 5,6% | 1,9% | 4,8% |
| depuis 2016 | 1,6% | 3,0% | 2,0% | 1,3% | 1,7% | -1,2% |

Note de lecture : l'évolution des prix mentionnée dans ce tableau intègre la dynamique des produits frais (par nature très volatile) et correspond à celle observée dans tous les circuits de distribution (grande distribution et petit commerce)

Production alimentaire en France : net repli en 2016 mais redressement graduel en 2017

Production des produits agroalimentaires et des boissons

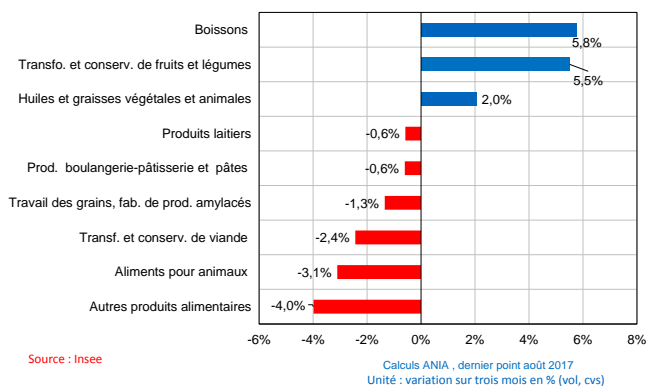


Sur l'ensemble de l'année 2016, la production alimentaire s'est repliée de manière importante (-1,3%). **Courant 2017, cette dynamique semble s'inverser, de sorte que la production se stabilise lorsqu'elle est mesurée sur les 12 derniers mois (-0,1 %).**

Mesurée en glissement annuel, la production de produits alimentaires demeure stable (+0,1 %). Pour mémoire, elle était très nettement orientée à la baisse en janvier dernier (-3,2%). La dynamique conjoncturelle demeure donc positive.

S'agissant des boissons, la production sur un an s'inscrit à 2,3%, soit un rythme analogue à celui constaté en début d'année. Sur les 12 derniers mois, la production accélère nettement (+4,7 %) après une année 2017 d'atonie (+0,2%).

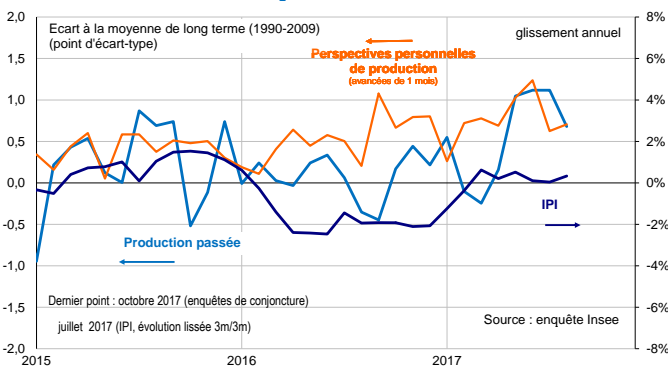
Variation sur trois mois de la production par secteur



Sur les trois derniers mois, à août 2017, les productions du secteur des boissons (+5,8 %), de la transformation des fruits et légumes (+5,5 %) ou encore des huiles et graisses (+2,0 %) progressent.

Concernant les autres secteurs, la production se replie. Le recul est notamment prononcé s'agissant du secteur des autres produits alimentaires (-4,0 %).

Jugement des industriels concernant l'activité dans l'industrie agroalimentaire



Les enquêtes de conjoncture permettent d'avoir un diagnostic précis sur l'activité de court terme des industriels.

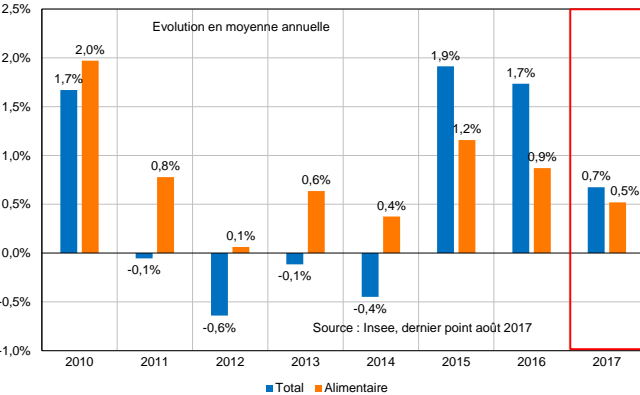
La question relative à la production passée porte sur l'activité des industriels au cours des trois derniers mois. Elle est historiquement bien corrélée à l'évolution de la production (IPI), qui a décroché en 2016.

Depuis, la production peine à redémarrer, malgré des perspectives et une production passée nettement mieux orientées depuis quelques mois.

Le redémarrage de l'activité dans l'industrie, notamment de la demande intérieure, alimente des importations toujours très dynamiques depuis deux ans. Cette tendance pèse sur les performances commerciales et la compétitivité du secteur.

Consommation en France : faible croissance des dépenses alimentaires ces derniers mois et décélération sensible sur trois ans

Evolution de la consommation en France

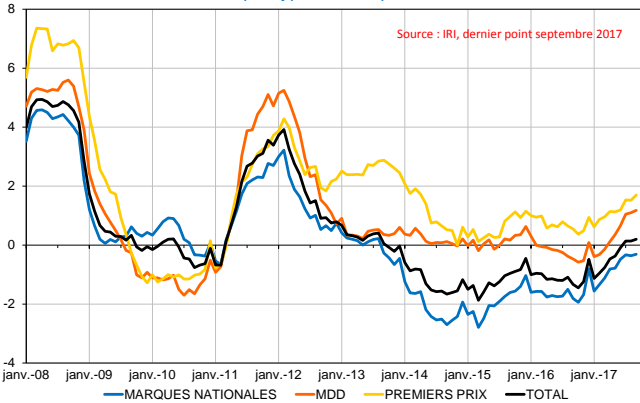


Sur les douze derniers mois, à août 2017, la consommation alimentaire a progressé de 0,5 % après +0,9 % en 2016 et +1,2 % en 2015. Au global, la consommation évolue à un rythme très proche de la croissance démographique annuelle (+0,4 %).

Dans le détail, au mois le mois :

- la consommation alimentaire semble marquer le pas depuis quelques mois après un début d'année de fort dynamisme.
- En particulier, les dépenses reculent en août (-1,0 %), après un rebond en juillet (+0,9 %) et une baisse en juin (-0,9 %).

Inflation à 1 an par type de marques Total PGC en HM+SM



Au mois de septembre 2017, la variation sur un an s'établit à +0,2 %. Elle est ainsi redevenue positive en juillet dernier, après 4 années consécutives de déflation.

Par type de produits, les évolutions restent toutefois hétérogènes. Les prix des MDD et des premiers prix augmentent notamment (respectivement +1,7 % et +1,2 %), tandis que le prix des marques nationales continue de reculer (-0,3 %), pour le 48^e mois consécutif. Pour mémoire, les marques représentent près de 70 % des produits en rayon dans la grande distribution.

Cette guerre des prix et des promotions qui s'est intensifiée à partir de 2013 n'a pas eu de bénéfice sur l'évolution des dépenses alimentaires, celle-ci demeurant plus contenue que celle observée dans d'autres secteurs d'activité.

inflation à 1 an en moyenne depuis le début de l'année

| Secteurs | Total | Marques nationales | Marques de distributeurs | Premiers prix |
|----------------------|-------------|--------------------|--------------------------|---------------|
| Total IAA | -0,2 | -0,7 | 0,5 | 1,3 |
| EPICERIE | -0,6 | -1,1 | 0,5 | 1,3 |
| EPICERIE SALEE | -0,6 | -1,2 | 0,5 | 1,6 |
| EPICERIE SUCREE | -0,7 | -1,1 | 0,4 | 0,9 |
| LIQUIDES | -0,3 | -0,5 | 0,5 | 0,3 |
| BRSA ET EAUX | -0,7 | -1,1 | 0,5 | -0,5 |
| BIERES ET CIDRES | -0,5 | -0,6 | 1,3 | 1,2 |
| ALCOOLS | 0,1 | 0,0 | 0,2 | 0,9 |
| PLS POIDS FIXE | 0,1 | -0,3 | 0,5 | 1,4 |
| SURGELES GLACES | 0,0 | -0,9 | 0,9 | 1,1 |
| CREMERIE | 0,0 | -0,1 | 0,1 | 0,6 |
| FRAIS NON LAITIER LS | 0,3 | -0,2 | 0,8 | 2,2 |

Dans le détail, en moyenne depuis le début de l'année la guerre des prix touche toujours une large partie des produits agroalimentaires, en particulier les produits d'épicerie.

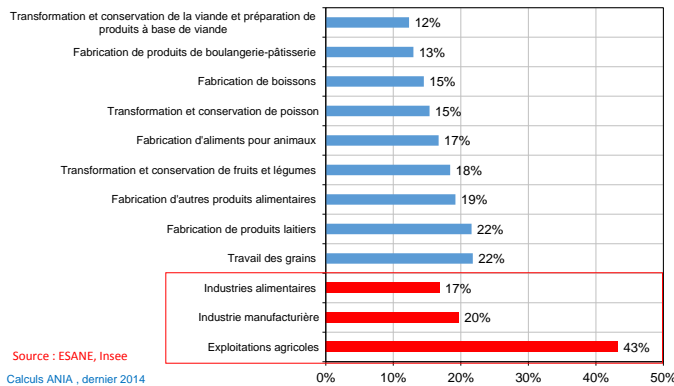
Comparativement aux années précédentes, le niveau de déflation a tendance à se résorber légèrement sur tous les rayons et groupes de famille.

Selon IRI, la tendance est donc à l'accalmie sur le front des prix, mais ce mouvement restera extrêmement lent.

Par ailleurs, courant 2017 le prix des matières premières alimentaires s'est redressé, progressant d'environ 20 % sur un an, soit une hausse inédite depuis septembre 2011. A date, cette hausse ne s'est donc pas répercutée sur l'évolution des prix de détail.

Investissement : une indispensable modernisation pour le secteur agroalimentaire

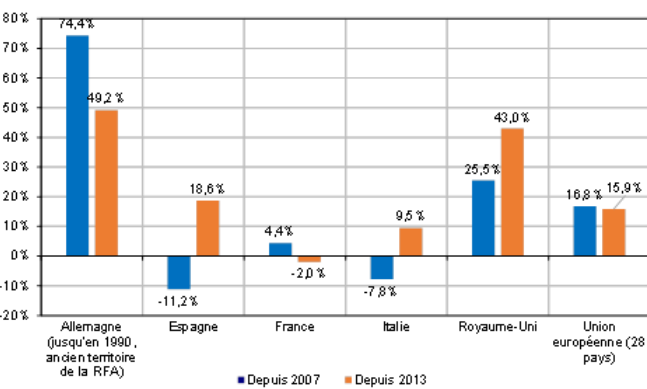
Taux d'investissement corporel : niveaux par secteurs (en % de la VA)



Dans le secteur agroalimentaire, la modernisation de l'outil de production constitue un enjeu fondamental, notamment autour de deux questions :

- **Un déficit d'investissement quantitatif existant** dans le secteur alimentaire, le taux d'investissement (17% de la VA, source ESANE) demeurant en effet plus de deux fois plus faible dans l'alimentaire qu'au sein des exploitations agricoles.
- **Un déficit d'investissement qualitatif** : l'effort d'investissement demeurant essentiellement axé sur le remplacement de capacités de productions obsolètes (1^{er} motif d'investissement, source Insee), plaide pour un effort d'innovation important, indispensable au redressement de la compétitivité hors-coût du secteur.

Evolution de l'investissement corporel depuis 2007



La France accuse un retard d'investissement significatif au regard de ses partenaires européens.

Sur les 3 dernières années, l'investissement corporel en bien d'équipement (*essentiellement installations techniques, matériel et outillage*) recule en France (-2 %), faisant de la France une exception européenne. En effet, l'investissement demeure très dynamique ailleurs, notamment en Allemagne où il a augmenté d'environ 50 % depuis 2013.

Dans l'ensemble, avec un écart de 55 %, le taux de robotisation français demeure notamment nettement inférieur au taux allemand (*Source : Cabinet Roland Berger*).

PERFORMANCES ECONOMIQUES DES ENTREPRISES DE L'IAA : ANALYSE PAR TAILLE D'ENTREPRISE

| Taille d'entreprises (champ IAA - hors artisanat commercial) | Nombre d'entreprise par taille | Part dans la valeur ajoutée totale | Part dans l'investissement total | Part dans les créations d'emplois | Part dans les exportations totales | Rentabilité sur les capitaux investis en % (évolution sur 4 ans en points) |
|--|--------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|--|
| TPE | 76% | 5% | 7,4% | 8% | 3,4% | 19 (-5,5) |
| PME | 22% | 39% | 33,9% | 46% | 31,4% | 13 (-1,8) |
| ETI-GE | 2% | 56% | 59% | 46% | 65,2% | 12 (-3,1) |

Source : ESANE (2014)

L'enjeu de la compétitivité et de la croissance organique des entreprises détermine celui de la création de valeur.

Cela conditionne ensuite les évolutions en termes d'investissements et d'innovation sur le marché domestique, favorables *in fine* à de plus fortes créations d'emplois (demeurant réparties sur l'ensemble des territoires) et de meilleures performances à l'export.

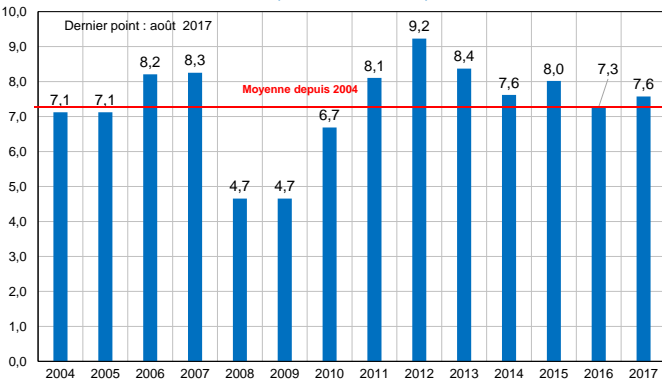
L'enjeu d'une croissance rentable apparaît absolument incontournable : la rentabilité du secteur décroche quelle que soit la taille d'entreprise considérée.

Récréer de la valeur au sein de la filière permettra donc de réenclencher le cercle vertueux de croissance (investissement, innovation, export, emploi)

Fierté, Responsabilité, Ambition

Export : vers un renforcement des performances en 2017

Evolution du solde annuel commercial dans l'IAA
(en Md€, source Douanes)

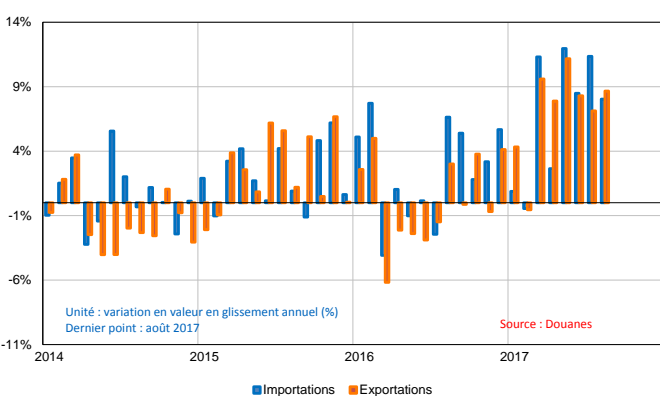


Les derniers chiffres du commerce extérieur (dernières données à août 2017) signalent une progression du solde commercial global, qui s'est établie à 7,6 Md€ en rythme annuel à l'issue des huit premiers mois de l'année 2017 après 7,3 Md€ en 2016.

Ces performances sont supérieures avec la tendance de longue période, calculée depuis 2004 (7,3 Md€).

Sur les 12 derniers mois, les exportations se redressent sensiblement (+7,2 % après -0,6 % en 2016), tandis que les importations confirment leur dynamisme.

Evolution du commerce extérieur des IAA



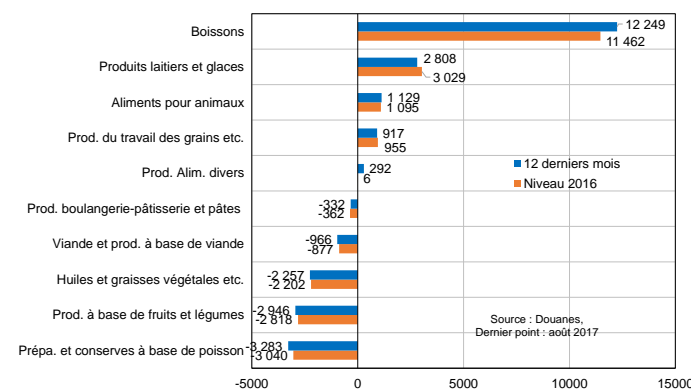
Dans le détail, en variation mensuelle, les exportations progressent de 1,7 % en août 2017 après 0,4 % constaté en juillet 2017 et une baisse de -0,5 % en juin dernier.

Sur un an, la hausse des exportations atteint 8,7 % en août après +11,4 % en juillet. Soit un dynamisme inédit depuis 5 ans.

S'agissant des importations, elles progressent modérément en août (+0,7 %) après une accélération constatée en juillet (+2,9 %) et un recul en juin (-1,5 %). Sur un an, la hausse des importations atteint 8,0 % en août.

Dans ce contexte, le solde commercial mensuel s'inscrit à 620 M€ en août contre 575 M€ en juillet.

Niveau du solde commercial dans l'IAA par produits



Les performances commerciales du secteur reposent sur un nombre très limité de secteurs :

i) les vins, spiritueux et autres boissons alcoolisées : 12,2 Md€ à l'issue du mois d'août, ii) les produits laitiers (et glaces) : 2,8 Md€.

A l'inverse, les principaux déficits concernent : les produits et conserves à base de poissons : -3,3 Md€ et les produits à base de fruits et légumes : -2,9 M€.

Au global, sur les 12 derniers mois, le solde commercial hors boissons (et tabac) se creuse : il s'établit à -4,7 Md€ (après -4,2 Md€ en 2016 et -3,3 Md€ en 2015), ce qui constitue un déficit historiquement élevé.

Focus : La guerre des prix alimente une spirale durablement destructrice de valeur

En résumé : la guerre des prix déclenche et alimente durablement une spirale déflationniste

